

SOUS LA DIRECTION DE
Isabelle Berry-Chikhaoui, Agnès Deboulet
et Laurence Roulleau-Berger

Villes internationales
Entre tensions et réactions des habitants

LA DÉCOUVERTE
9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris
2007

Cet ouvrage a été réalisé avec un double concours :

- celui du ministère de la Culture et de la Communication, direction de l'Architecture et du Patrimoine, bureau de la Recherche architecturale, urbaine et paysagère ;

- celui du laboratoire Mutations des territoires en Europe (MTE UMR 5045 du CNRS) de l'université Paul-Valéry, Montpellier-III.

Remerciements

Nous tenons à remercier Sylvie Hammel du laboratoire MTE pour son travail de révision des textes et de préparation du manuscrit.

Ces remerciements s'adressent également au bureau de la Recherche architecturale, urbaine et paysagère du ministère de la Culture et de la Communication, ainsi qu'à l'école nationale supérieure d'Architecture de Nantes qui a hébergé ce réseau de recherches dans le cadre des activités du LAUA (laboratoire Architecture, Usage, Altérité).

Enfin, cet ouvrage n'aurait pas vu le jour sans la complicité intellectuelle et les apports des collègues qui ont participé à ce réseau depuis sa création, et notamment à partir du laboratoire Urbama de l'université de Tours. Certains nous accompagnent depuis plusieurs années dans ce cheminement après avoir partagé débats, séances d'exposés, restitutions et comptes rendus. D'autres nous ont rejoints en cours de programme. Merci à tous et à toutes.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site www.editionsladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue. Vous pouvez, à défaut, envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte (9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris), pour demander à recevoir gratuitement par la poste notre bulletin trimestriel *À La Découverte*.

ISBN 978-2-7071-5194-0

Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir du livre, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage. Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Introduction

Internationalisation, dynamiques économiques et urbaines et positions des citoyens

*Agnès Deboulet**, *Laurence Roulleau-Berger***
*et Isabelle Berry-Chikhaoui****

Les restructurations urbaines et des marchés de l'emploi dans les villes internationales suscitent une mise en tension spécifique d'une fraction non négligeable de citoyens. Dans cet ouvrage, cette hypothèse de « mises en tension » est corrélée à l'émergence d'une société globale du risque [Beck, 2001] traversée par une diversité de situations d'insécurité. Dans cette optique, des chercheurs travaillant d'ordinaire sur des domaines assez compartimentés des sciences sociales, tels que le travail et/ou l'urbain, ont été conduits à se côtoyer, à échanger, et à enrichir le cadre théorique de départ permettant de comprendre le jeu des transformations et des ajustements sociaux et spatiaux en cours dans ces villes. À partir de nouvelles dynamiques urbaines et économiques dans un contexte de mondialisation, on verra apparaître différentes figures de citoyens à la fois captifs de situations de contrainte spatiale, sociale, économique et politique mais aussi capables de mobilisation individuelle et collective dont les conditions de lisibilité seront rapportées à différents contextes sociétaux.

LES VILLES INTERNATIONALES ENTRE GLOBALISATION ET MISE EN TENSION

La question de la globalisation ou mondialisation occupe le devant de la scène politique et scientifique depuis quelques années, même si on a tendance à amalgamer les situations, pourtant très inégalitaires au regard

* Sociologue, maître assistante, École nationale supérieure d'Architecture de Paris-La Villette.

** Sociologue, directrice de recherches, CNRS, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE), CNAM, Paris.

*** Géographe, maître de conférences, université de Montpellier-III, CNRS, UMR Mutations des territoires en Europe (MTE).

de ce phénomène : alors qu'un faible nombre de villes des pays du premier monde occupent une place de tête de réseau notamment en matière de capacité de financement et de diffusion de l'information [Sassen, 1996], de nombreuses capitales ou métropoles nationales jouent un rôle assez mineur dans la transmission de la globalisation tout en étant réceptrices de ces flux. J. Gugler [2004] présente des éléments intéressants en mettant à plat le calcul de mesures dites de « *global network connectivity* », du nombre de sièges sociaux, de la capitalisation boursière, des taux d'accroissement mais aussi des vols directs internationaux. Au vu de ces comparaisons, certaines métropoles ne jouent qu'un rôle mineur dans l'économie globale mais un rôle majeur dans les flux régionaux, Le Caire par exemple [Vignal, 2004], d'autres encore, prennent place dans ce mouvement en tant que pôle de sous-traitance. Dans tous les cas de figure, il paraît clair que de nombreuses métropoles « du Sud » participent pleinement à des manifestations multiformes d'internationalisation qui dépassent les seuls échanges économiques internationaux, tels que les circulations continues et intenses mais aussi les nouvelles formes de cohabitation entre des populations issues de continents et de traditions migratoires différentes. Il serait toutefois vain de penser que le cheminement commun des métropoles vers l'internationalisation réduit la complexité de ces villes. Si ce processus contribue à modifier les façades urbaines et économiques, il débouche également sur une combinaison extrêmement large de configurations sociopolitiques et sociospatiales et de réactions aux tensions suscitées. Nous saisissons donc ici quelques aspects des transformations socioéconomique et urbaine des grandes métropoles au cours de ce processus d'internationalisation. Dans cette démarche, les restructurations urbaines et les recompositions des marchés de l'emploi sont prises en tant que dénominateurs communs de l'internationalisation, influant tant sur la forme et la dynamique urbaine que sur les rapports sociaux au sein des villes et les modes d'implication des citoyens.

D'un point de vue épistémologique, il nous paraît intéressant d'approfondir les liens entre restructurations socioéconomique et urbaine, entre marchés du travail et marchés du logement, conjointement soumis à de fortes mises en tension dans le processus d'internationalisation des grandes villes. Cet approfondissement paraît d'autant plus pertinent que généralement les sollicitations et incertitudes des populations sur les marchés du logement ou concernant leur devenir dans les projets de restructuration urbaine affectent également le rapport des individus aux marchés du travail (perte d'un emploi, éloignement des lieux d'activité...) et inversement (précarité du travail et du logement, ajustement des parcours résidentiels aux carrières professionnelles ou le contraire...). Cette double liaison n'étant quasiment pas abordée dans

les travaux sur l'approche internationale des villes, il s'agit ici de la réintroduire et de commencer à l'explorer.

INVESTIR LA SOCIOANTHROPOLOGIE DE L'INTERNATIONALISATION

Dans la vision de la ville « globale » les effets sociaux de la mondialisation sont appréhendés en termes de polarisation sociale. Or, le vécu et les effets micro-sociaux de cette polarisation restent à mettre en lumière, tout comme les effets de ces processus sur les catégories intermédiaires, au-delà d'une vision parfois duale de la ville globale qui serait seulement composée d'élites bénéficiaires des mutations, ou de catégories populaires victimes [Buravoy, 2000 ; Bidou-Zachariasen, 2003]. Comme nous le verrons plus loin, avoir tranché pour l'utilisation du concept d'internationalisation plutôt que de mondialisation ou de globalisation permet de rebondir sur des paradigmes économiques pour investir une description et une compréhension socioanthropologique de certaines de ses manifestations. Cette posture autorise également à prendre en compte la vision constructiviste de la globalisation comme production sociale, mais aussi comme paradigme et non comme donnée [Smith, 2001]¹ et d'infléchir nos dispositions de recherche en direction des processus et des recompositions en acte. Les articles qui composent cet ouvrage reflètent cet ensemble de préoccupations, sans le limiter. Le recours à la dimension internationale, plus neutre, permet de faire l'économie de l'échelonnement des villes en fonction de leur position respective et de prendre acte de l'hybridation des identités, changements sociopolitiques, références et régimes d'action. À n'en pas douter, chaque métropole a dorénavant l'œil braqué sur ses consœurs. Leurs dispositions à agir sont harmonisées lors de grands rassemblements internationaux périodiques dans lesquels sont largement conviées institutions et entreprises transnationales. Effectivement, les contributions présentées ici tentent d'éviter l'écueil de la réification et de mobiliser davantage la connaissance des acteurs historiques de cette nouvelle construction sociale [Smith, 2001a] : émetteurs, médiateurs, passeurs et surtout récepteurs. Mais si l'on adopte volontiers une approche constructiviste et pragmatiste, il faut alors saisir les récepteurs, employés, migrants domestiques et internationaux, habitants, usagers

1. Le fondateur du paradigme de la globalisation, Friedman (et dans une moindre mesure Sassen), est également critiqué aussi pour sa tendance à « réifier la ville globale en tant que produit dérivé des transformations structurelles du capitalisme global », sans interroger réellement comment et par qui ce paradigme a été utilisé comme idéologie légitimante du capitalisme néolibéral (traduit de M.P. Smith, 2001).

des espaces publics comme compétents, c'est-à-dire capables d'infléchir le cours des choses en refusant de se couler strictement dans les propositions qui leur sont faites et de modifier les univers de sens prescrits.

Comment l'internationalisation, prise dans le sens de processus de « globalisation économique » qui relaie le processus de destruction-crédation permanent du capitalisme, mais aussi circulation accrue d'influences, de références et de modèles qui se veulent non pas hégémoniques ou coloniaux mais pluriels, influe-t-elle sur les nouvelles segmentations du marché du travail et les divisions sociospatiales ? En particulier par quels biais et dispositifs s'enracine-t-elle sur les politiques du travail, et les politiques de la ville, puisque nous postulons que les deux sont affectées ? Ce versant de la description et de l'analyse ouvre la plupart des contributions présentées ici. Il constitue le « cadre », non pas institué par les seuls États souverains ou municipalités autonomes, mais fortement marqué par la compétition internationale et la diffusion des « *best practices* » (Un-habitat) comme de préceptes dorénavant supposés universels en matière d'aménagement et de gestion urbaine [Souami, 2003]. Ils sont aussi destinés à convaincre des entreprises et investisseurs internationaux de s'installer ou de se maintenir dans les zones franches du Grand Tunis ou encore de séduire IBM ou les télécoms italiens afin qu'ils s'installent à Marseille. Les arguments du coût salarial sont utiles, mais la dotation en réseaux et en qualité de vie est tout aussi déterminante pour attirer les gestionnaires et cadres.

La plupart des contributions mettent l'accent sur les répercussions des politiques de l'emploi, politiques migratoires et politiques urbaines influencées par l'internationalisation sur les positions sociales et les prises de position publiques des habitants affectés par ces changements. Les cadres instables dorénavant proposés (espaces migratoires, villes en profonde mutation, précarisation du travail) affectent diversement les acteurs. Ils n'obéissent pas tant à une dualisation sociale qu'à une segmentation des intérêts à agir, notamment eu égard à ceux que les organismes internationaux appellent les « personnes affectées » par les projets. Dans le prolongement de la phase de l'ajustement structurel, voici venue la phase de l'ajustement urbain et du travail aux règles du jeu du capitalisme transnational et national et des exigences des bailleurs de fonds. Nous avons eu à cœur de comprendre qui sont ces personnes affectées.

Pour aller dans ce sens, les auteurs ont centré leur attention sur des modifications substantielles du cadre de travail et des environnements urbains relevant notamment de la dimension d'internationalisation mettant en tension de façon durable des citoyens « ordinaires ». La mise

en tension apparaît dès lors comme une succession d'épreuves d'urbanité [Cefai, 2002]. Dans les grandes métropoles, il nous semble en effet assez clair que l'internationalisation accélère la pression au changement, ce qui se manifeste par des mises en chantier rapides dominées par une logique du projet, et ce, dans de multiples domaines (urbain, services, transports, événements sportifs majeurs, délocalisations d'entreprises, concentration des espaces commerciaux...). Cette accélération ne se fait guère l'écho des autres urgences, celles des citoyens en proie parfois à la violence ou aux défaillances des services urbains [Peddradini, 2001]. Lorsqu'en plus il s'agit de mégapoles ou de villes en développement très rapide, sous l'effet de soldes migratoires positifs (les villes asiatiques en particulier du fait des migrations internes : Shanghai, Mumbai), ou en raison de la métropolisation (Casablanca, Beyrouth, Caracas...), ce sont les recompositions de l'espace urbain, en particulier dans ses secteurs paupérisés, dégradés, ou plus simplement à « reconquérir » qui sollicitent la mobilité contrainte des riverains, des populations flottantes ou migrantes faiblement stabilisées. Beyrouth est un cas emblématique, figure de ville où les migrants internationaux (du sous-continent indien, des Philippines, de Syrie, du Kurdistan turc...) [Ray Jureideini, 2003], mais aussi les déplacés shi'ites de la guerre sont à nouveau mis en mouvement, dans des conditions caractérisées par le flou et l'urgence par une série de projets urbains touchant directement ou indirectement les secteurs d'habitat populaire fortement convoités où ils habitent, notamment les quartiers clandestins du sud de l'agglomération. L'article de *Mona Fawaz* rend compte de la gestion populaire et locale, par des lotisseurs issus de cette migration interne, de ces situations de crise. Elle démonte les modalités de leur enracinement mais aussi leurs difficultés à se saisir des nouvelles règles de fonctionnement des marchés, conduisant de facto à une disjonction croissante des territoires. La réfutation de la vision dichotomique entre mutations globales et effets locaux ou espace des flux et espace des sens [Castells, 1984] est centrale dans son propos : on y voit bien que le local n'est pas toujours ce lieu « naturel de la résistance aux effets perturbateurs de la globalisation » mais que les niveaux s'interpénètrent [Smith, 2001b ; Öncü et Weyland, 1997]. Les diverses sphères locales (résidents, riverains...) essaient paradoxalement de modifier sa perception extérieure comme lieu de l'authenticité et de la solidarité en montrant parfois, à Paris, comme à Beyrouth ou Marseille, que l'on n'est pas « opposé » au changement, mais que l'on souhaite juste infléchir ses modalités. D'une certaine façon, c'est ce à quoi s'efforcent les sous-groupes de castes et communautés ascendantes à Mumbai, qui précèdent généralement la demande de modernisation (*Djallal Heuzé*).

GLOBALISATION, INTERNATIONALISATION, VILLES INTERNATIONALES :
DES CONCEPTS TRAVAILLÉS

L'une des orientations suivies par les auteurs est donc de s'attacher au caractère international des villes sur lesquelles ils travaillent, plutôt qu'à leur caractère global, même si certaines sont des mégapoles pluri-millionnaires et d'autres non ; *Kazuhiko Yatabe* interroge à ce sujet le décalage entre la ville globale et la ville telle qu'elle se donne à vivre à partir de la réaffirmation de la confiance dans la modernité dans la banlieue japonaise. Aussi la position commune des auteurs vis-à-vis de notions telles que « globalisation » (et son équivalent « mondialisation ») et internationalisation mérite d'être précisée, car elle guide une partie des modes analytiques que nous adoptons, y compris des façons d'interroger la réalité.

Si l'on regarde l'usage le plus courant du terme « globalisation », on voit qu'il obéit à une vision du monde surdéterminée par l'économique. La ville globale dans la vision dominante, notamment diffusée par S. Sassen, serait « au service » du re-développement du capitalisme transnational et en grande partie informationnel. Cette vision est devenue un paradigme dans lequel la globalisation et ses développements urbains sont associés le plus souvent à une lecture économiciste quasi eschatologique : la globalisation serait inévitable et les villes leaders sur ce segment seraient auréolées d'un prestige lié à leur capacité à symboliser et à anticiper les modes de croissance [Smith, 2001]. On peut toutefois rappeler que la globalisation se distribue fort inégalement (les flux économiques sont bien davantage entrants que sortants) dans bien des métropoles de rang national notamment des pays en développement, qui figurent comme simples relais dans un maillage plus vaste [Claval et Sanguin, 1997]. La prudence envers la notion de globalisation nous incite donc à n'y recourir que lorsqu'il s'agit d'évoquer les flux économiques transnationaux et les références au monde des entrepreneurs.

Du reste, le caractère d'internationalisation tient tout autant à la circulation, entendue au sens large, d'individus, de savoirs, de modèles ordinaires ou « savants », de normes spatiales, d'images – comme on le voit dans la banlieue japonaise (*Kazuhiko Yatabe*) –, parfois plus reliés au monde, et aux liens multiples et protéiformes qui construisent les « territoires circulatoires » [Appadurai, 2001 ; Tarrus, 1992] qu'à l'environnement proche. A. King [1996] nous convie à observer quelles voies empruntent les villes à caractère multiculturel pour générer de nouvelles hétérodoxies, qui sont à même de modifier tant les modes de production matérielle que les représentations discursives. Derrière le caractère lisse de la globalisation, se cachent autant d'histoires que de

constructions mentales, d'autant que le chercheur ou l'entrepreneur « blanc » n'est plus le seul à produire et véhiculer ce sens et à émettre des revendications qui détonnent. Comme le montrent S. Sassen ou S. Zukin [King, 1996], dans ces villes multiculturelles, les immigrants et notamment des femmes entrepreneurs, ouvrent et valorisent des lieux peu reconnus, « équivalent à bas coût de la gentrification qui ne rentre pas dans la définition conventionnelle de la réhabilitation ». La globalisation favorise l'ensemble de ces circulations et donc l'internationalité des villes, en particulier et pour ce qui nous intéresse ici dans les relations entre marchés du travail et politiques urbaines.

Pour les villes, la dimension internationale se love dans une injonction à prendre une place économique sur l'échiquier mondial ou à se situer dans le « réseau archipel de grands pôles » attirant les flux internationaux d'investissements [Veltz, 1996]. Cet enjeu fait une place majeure à l'image de la ville « high tech » ; l'internationalisation passe ici par une forte normalisation de l'espace, au sud comme au nord, la reproduction d'archétypes architecturaux et simultanément la patrimonialisation/protection du bâti ancien, la création d'espaces pour l'accueil des activités anoblissant la ville, la reconquête des centres et l'établissement de populations aux revenus élevés... Les acteurs des politiques urbaines eux-mêmes s'internationalisent, non seulement à travers l'uniformisation de modèles urbanistiques, mais aussi en raison du rôle croissant des organismes transnationaux et des entreprises privées dans la définition des politiques urbaines nationales et locales. Les villes méditerranéennes que nous avons été nombreux à avoir prises comme sujets d'étude ici seraient emblématiques de ce phénomène mimétique, chacune d'elles étant « tournée vers une imitation des “ grandes ” », en optant pour une programmation plus stratégique [Carrière, 2002] et pour une mise en œuvre des nouvelles associations public-privé dans le projet. Les historiens et anthropologues culturels nous rappellent à ce propos que la rhétorique de l'ouverture a été embrassée depuis plus d'un siècle par les élites (d'État) dans les grandes villes méditerranéennes situées à l'articulation des flux de capitaux et du commerce, comme Le Caire et Istanbul [Önçü et Weyland, 1997]. Nous relativisons un peu la vision de J.-P. Carrière [2002], au demeurant pionnière en France, car l'uniformité doit aussi composer avec les strates historiques et sociales de la ville et des capacités d'investissement, de gestion, de suivi civique très variées. On trouverait de ce point de vue peu de points communs entre Tunis, que nous dépeint *Ridha Ben Amor*, dont l'internationalisation et la distribution sociale sont très liées à la sous-traitance et au tourisme et où peu de place est laissé au débat public, et des capitales sud-européennes où le modèle entrepreneurial soulève des

résistances associatives organisées ou des formes de détournement liées aux pratiques sociospatiales. Dans des contextes de chirurgie urbanistique (forum des cultures, réinvestissement de la Ciutat Viella à Barcelone), ce sont tout autant les réseaux et les forces tissées par les migrants qui fabriquent les nouvelles formes d'urbanité que les évènements suscités par les pouvoirs publics (*Danielle Provansal, Nadja Monnet, Cécile Miquel et Elisa Tabakman*). À Lisbonne, des conflits ouverts ou latents associés à des contournements variés (fermeture de lieux conçus comme publics et stratifications renforcées) réorientent à leur façon le projet en modifiant son sens et sa portée (*Franck Dorso*).

Pour le reste, cibler les processus, les aspects internationaux et internationalisés des villes nous permet d'appréhender de façon plus complète des mécanismes convergents de fabrication de nouveaux univers urbains ou de recompositions des territoires de l'urbain. Il faut reconnaître d'abord que l'économie globale n'est pas sans lieu, ne peut surgir n'importe où et qu'elle augmente ce que E. Berner [1997] appelle le « dilemme métropolitain » : à Manille, les investissements japonais et taïwanais ont entraîné une augmentation sidérante des prix. Les travailleurs qui veulent rester dans la compétition n'ont d'autre choix que de s'installer dans les franges de la ville irrégulière. D'Istanbul à Shanghai, nous assistons à l'homogénéisation de certaines réalités urbaines, notamment à l'augmentation parallèle des valeurs foncières et immobilières et à la montée en puissance du fait migratoire domestique ou international depuis une dizaine d'années. *Djallal Heuzé* souligne ainsi l'impact « mondialisateur » des Indiens non-résidents sur Mumbai. À sa suite, on pourrait évoquer d'autres arrangements migratoires qui prennent des formes plurielles et labiles renforcées par la co-présence de groupes sociaux issus d'univers géographiques éclatés. On rappellera qu'A. Tarrius [1992] évoque l'idée de « villes internationales », d'« internationalité » ou d'« internationalisation des villes » européennes tout autant pour évoquer les « élites professionnelles circulantes » que « d'autres groupes moins proches des projections idéelles du devenir sociotechnologique européen mais indissociables co-acteurs des recompositions sociales et spatiales urbaines [...], grands circulants internationaux que sont les populations immigrées, défavorisées dans leur immense majorité, africaines ou asiatiques » dans les villes du monde « riche » ou dans les centres-villes et banlieues favorisées des pays intermédiaires² (Proche-Orient notamment avec la part croissante des

2. D'après M. Leclerc Olive, l'idée de « mondialisation par le bas », associée à de nouvelles formes de cosmopolitisme et de dé-territorialité laisserait « entendre que l'on puisse faire référence à une hiérarchie absolue des positions sociales » qui ne tiennent pas compte de l'expérience propre des migrants interrogés [2002, 123].

domestiques mais aussi l'Italie et son personnel de service originaire des ex-pays de l'Est, cf. *Adelina Miranda*).

Partant de l'hypothèse selon laquelle le caractère international de la plupart des villes sur lesquelles nous travaillons renforce les tensions et les dominations sur les marchés du travail (*L. Roulleau-Berger, J. Beltrán et A. Sáiz*) mais aussi multiplie les projets de restructuration urbaine destinés à conférer une image et des fonctionnalités d'une modernité pensée sur un mode planétaire, notre attention s'est portée sur les populations confrontées à ces contraintes économiques et ces projets urbains. À l'instar de S. Zukin [1996], nous avons tenté de ne pas dissocier l'analyse des circuits de capitaux et celle qui serait plus fondée sur l'économie symbolique, et de saisir les espaces de négociation liés notamment aux registres de significations différenciées, mais aussi à la construction des identités sociales. L'imbrication entre la production économique et la production de la ville est particulièrement perceptible à travers une nouvelle lecture du paysage qui valorise le lien entre lisibilité et identité : la demande d'espaces « lisibles » et visibles participant à cette nouvelle économie symbolique formerait donc la « *lingua franca* » des élites globales et aiderait à la circulation des images qui influencent les « climats de l'opinion, l'investissement et les mentalités » [*ibid.*, p. 49]. Devenues otages d'une « urgence esthétique », les villes se réorganisent en fonction du désir de consommation visuelle. À leur façon, les « minorités » ethniques, les travailleurs de l'informel, les voisinages et quartiers encore populaires jouent aussi cette partition, avec leurs moyens et dans la double contrainte de conformité (d'apparence) et d'adaptation coûteuse à ces logiques de restructuration.

INTERNATIONALISATION ET RESTRUCTURATION URBAINE

Dans le contexte actuel d'internationalisation prennent place des processus conjoints de restructuration des espaces urbains. Ils renouvellent à la fois les tissus urbains et les adhérences avec les populations, et amènent à interroger le temps long de l'internationalisation qui, pour bien des métropoles étudiées prend son essor avec les marquages coloniaux. Initiés par les pouvoirs publics, ou par le secteur privé, et bien souvent dans une articulation des deux, les mécanismes récents d'affectation et de réaffectation des espaces urbains touchent les populations selon des modes différenciés.

Déjà mises à distance, des populations entières sont davantage évincées, déplacées, ségréguées à des fins de revalorisation de l'image des métropoles. N. Smith [2003] insiste sur l'intensification de ces

politiques de restructuration dans les années 1990, leur extension à partir des « grandes villes du capitalisme avancé », Londres, New York³, Paris, Sidney, à d'autres grandes villes dans le monde, au nord et au sud, mais aussi leur diffusion à toute la hiérarchie des villes et à des espaces urbains qui ne correspondent plus forcément aux quartiers centraux des villes. Plus encore cette intensification est remarquable, selon l'auteur, parce que ces interventions deviennent « un objectif central » des politiques urbaines donnant lieu à des formes renforcées de partenariats public/privé, s'imposant comme « stratégie urbaine compétitive dans le marché global » [*ibid.*, p. 60]. Il faut ajouter que l'impact de ces tensions urbaines mondialisées sur les citoyens est plus particulièrement notable dans les métropoles internationales largement composées de populations situées en dehors du régime salarial ou en situation de pauvreté. Leur avis y est davantage négligé, et plus encore les autoreprésentations de la précarité tant économique que urbaine [Deboulet, 2004 ; Harders, 2004].

Le retentissement international que ces politiques urbaines entendent donner à leurs territoires métropolitains se décline [Claval et Sanguin, 1997] à travers des pratiques variables. Il s'agit de favoriser l'attractivité des activités de direction et de contrôle (banques, institutions financières, sièges sociaux des entreprises nationales et multinationales). Dans cette optique les projets visent à renforcer les interfaces entre la ville et les échelles nationales et internationales, en s'efforçant d'invisibiliser ou de faire disparaître les zones les plus précaires adjacentes aux lieux de prestige. Le non-dit de ces politiques est parfois plus déterminant que les méta-discours⁴ sur la bonne gouvernance. En particulier dans les villes du Sud, ces options passent par l'aménagement de zones pour l'accueil des activités du tertiaire supérieur, aéroports, gares, création d'espaces de rencontre (palais des congrès...), d'accueil (hôtels et habitat de standing)... Une même voie est empruntée à Marseille, où les auteurs ont prêté attention à l'interprétation du projet Euro-méditerranée par les citoyens (*I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet*). Les politiques urbaines s'attaquent aussi de front à

3. « La gentrification n'était plus une anomalie locale du marché immobilier d'une grande ville, elle se développait comme une composante résidentielle spécifique d'une plus large refondation, économique, sociale et politique de l'espace urbain [...]. Tandis que la ville de New York consolidait son emprise sur toutes les fonctions de commandement liées aux villes globales, la gentrification offrait de façon croissante des logements aux nouvelles générations de professionnels en mobilité ascendante, opérant dans les secteurs de la finance, des organisations et de multiples petites entreprises de la ville » [Smith, 2003, p. 55].

4. On se réfère ici aux travaux de P. Amar et D. Singerman, publication en cours, sur les « méta-discours » alarmistes relatifs aux mégapoles du Sud, en particulier du Caire. À paraître fin 2007, université américaine du Caire.

l'image de la ville à travers la patrimonialisation des espaces anciens, la promotion de l'idée de « qualité de vie » [Berry-Chikhaoui, 2003], voire même la mobilisation de la notion de développement durable. Le travail sur l'image tend à consacrer la dimension internationale des métropoles en relayant, au moins formellement par ailleurs, les « mots d'ordre mondialisés concernant la gestion urbaine » qui engendrent des recompositions majeures [Osmont et Goldblum, 2003].

La logique circulatoire et la consécration automobile sont la plupart du temps au cœur de ces remodelages en profondeur : les autoroutes urbaines, parfois planifiées avant les indépendances comme à Beyrouth [Deboulet et Fawaz, 2004], se développent, parfois de manière brutale, comme c'est le cas pour la Chine et toute l'Asie du Sud-Est.

Dans les villes retenues ici, les options institutionnelles et marchandes guidant les restructurations urbaines se confrontent aux ancrages territoriaux et identitaires que les populations vulnérables ont construits avec beaucoup de persévérance. Cette confrontation, si elle est apaisée (en surface) dans les villes gérées de façon démocratique, connaît un regain d'actualité dans l'ensemble des pays émergents qui mobilisent sans doute plus que jamais le paradigme de la modernisation pour justifier les grands projets urbains déplaçant et/ou détruisant des quartiers parfois entiers. La réflexion sur la compétition inter-urbaine et la mise aux normes que livre *Jean-François Pérouse* sur Istanbul est à cet égard très illustrative. Or, dans une logique de marketing urbain [Lussault, 1996 ; Rosemberg, 2000] à laquelle contribue la concurrence exacerbée entre les grandes métropoles désirant se hisser à une autre place dans le concert des villes internationales, les effets sociaux de ces politiques de restructuration sont parfois éludés, notamment par le biais de discours sur les enjeux économiques de l'internationalisation des villes. Ces discours s'appuient souvent sur des euphémismes, tels que la notion de « régénération urbaine » largement diffusée [Smith, 2003] ou pour la France de « renouvellement urbain » couplée à la rhétorique de la mixité sociale.

C'est la confrontation des populations aux acteurs publics et privés de la restructuration urbaine qui justement retient notre attention dans cet ouvrage : tant l'expression et le vécu de ces revendications à travers la mobilisation des citoyens que leurs perceptions des projets les concernant : défense d'intérêts individuels ou collectifs (maintien sur place, mise en échec d'un projet, amélioration de la situation résidentielle, réactions face aux expulsions...), appropriation de lieux en transition ou résistance à la transformation urbaine, déplacement vers d'autres lieux de vie, précarité et instabilité résidentielle...

Cette confrontation s'inscrit spatialement, s'imprime en particulier dans les politiques de patrimonialisation et de rénovation des cœurs de

villes, et dans une privatisation croissante des espaces publics [Hache, 2005], contre laquelle s'inscrivent en particulier des populations « en résistance », artistes, squatters (Barcelone, Milan, Paris), mouvements anticonsommation ou antimondialisation. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette internationalisation « par le haut » que de véhiculer des modèles sécuritaires de gestion de l'espace public ou des nouveaux quartiers tertiaires. Cette question est abordée par *Pedro José García Sánchez* dans un article sur Caracas. La capitale vénézuélienne se caractérise notamment par une ségrégation qui favorise l'économie locale de la privatisation de l'espace. En la matière, les citoyens issus des couches supérieures ou moyennes supérieures reconfigurent à leur façon l'espace urbain, en mettant devant le fait accompli des pouvoirs publics relativement bienveillants.

Un pas supplémentaire peut être franchi dans l'analyse. On perçoit bien à l'issue de ce travail collectif que l'interrogation des expressions sociétales de la tension dans ou par l'internationalisation nécessite de repartir de la notion d'arène publique⁵ au sens où la définit D. Céfai [2002]. En effet, le décryptage des diverses situations de conflit, trouble, épreuve, tension exprimées ici est opacifié par une double difficulté : d'une part le fait que la tension soit permanente voire structurelle pour certaines populations (pauvreté-précarité se doublent de menaces sur l'urbanité), de l'autre le constat que la manifestation d'un problème n'est pas automatiquement transcrite sous forme publique. Le très officiel rapport *Un-habitat* [2004] souligne lui aussi que l'urbanisation marquée par la vitesse, l'échelle et l'importance des connections globales a « introduit un haut degré de volatilité qui affecte surtout les activités à faible intensité capitalistique ».

L'idée s'impose dorénavant de comprendre le passage entre mise en tension-expérience politique dans des cadres coercitifs, qui ne laissent guère de place à l'expression habituelle des manifestations civiques de l'opposition. Car la grande métropole, internationalisée, est loin d'être toujours cet havre de liberté que décrivait la sociologie européenne à ses débuts, surtout si l'on est sans droits, sans titre ou du mauvais côté du mur (comme le démontre *Sylvaine Bulle* à propos des Palestiniens, pris au piège de la non-reconnaissance à Jérusalem). Et pourtant, l'espoir d'une internationalisation de la liberté d'expression et de la « redevabilité » des pouvoirs publics nous guide dans ces recherches.

5. « De fait une arène publique s'articule à travers des formes d'action collective, des mises sur agenda médiatiques, des états de l'opinion publique et des dispositifs de l'action publique » [Céfai, 2002, p. 67].

LA PRODUCTION DE COMPÉTENCES EN SITUATION DE TENSION
LIÉE À L'INTERNATIONALISATION

Notre souci a été de regarder finement les liens, ajustements et disjonctions produits par ces tensions spécifiques et les compétences inédites ou pas, exprimées et parfois étouffées, qu'elles suscitent [Roulleau-Berger, 1999, 2005]. La compétence porte sur la capacité à juger, à se représenter, mais aussi dans la capacité à agir juste, c'est-à-dire au bon moment dans un registre compréhensible pour un public à convaincre et des autorités à influencer [Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000]. Le « citoyen ordinaire », celui qui n'a pas facilement accès aux clés d'interprétation des décideurs, est à sa façon doté d'expertise. Toujours fort peu reconnue dans les contextes locaux, cette expertise est encore moins considérée dans le projet lié à l'internationalisation. Pourtant une vision optimiste rappelle que les mobilisations et réseaux de contestation prennent volontiers les atours de « mouvements sociaux globaux » qui se plient à des exigences de « dé- et de re-territorialisation » [Köhler et Wissen, 2003] et que la compétence se renforce et se reconstruit aussi dans la dialectique entre l'international et le local. On voit que cette capacité de « branchement » est particulièrement forte dans les villes indiennes, du fait de la compétence pluri-linguistique et informatique très développée. Les associations de squatters ont une portée nationale (donc à l'échelle de 1,2 milliard d'individus), elles sont reliées aux mouvements d'habitants des pays asiatiques les plus ouverts politiquement (Corée, Sri Lanka, Philippines) comme en lien actif avec les réseaux d'ONG en Europe (surtout en Angleterre), en prise directe avec la production internationale de recherche, la présence dans les forums. La parole des habitants est devenue audible. Leurs projets de lutte contre les démolitions et de requalification de bidonvilles (avec notamment « transferts de droits à bâtir ») sont bien souvent initiés, montés et gérés à la base, sur des échelles que bien des gouvernements locaux ne sauraient pas affronter... [Durand-Lasserve et Royston, 2002]. Leurs compétences s'enracinent dans l'expérience de la précarité, au fait d'avoir « survécu dans un environnement hostile » [Berner, 1997].

Le prolétariat informel et les habitants des bidonvilles ou quartiers de taudis qui constituent un tiers de la population urbaine mondiale se constitueront-ils en « acteurs historiques » se demande M. Davis [2005] ? Leurs résistances sont-elles des « coups partis », sporadiques ou peut-on imaginer que la paupérisation en cours débouche sur une production de propositions alternatives prises au sérieux ? Les démolitions de bidonvilles ou de quartiers taudifiés ne sont pas une nouveauté et ce, en contradiction avec les résolutions internationales. Elles

semblent s'accroître sous la pression d'un renouvellement urbain vécu comme outil incontournable d'alignement entre les villes, quand bien même la plupart des métropoles du monde connaissent pourtant une croissance démographique sans développement. Mais en bien des endroits du monde, les squatters lient aujourd'hui leurs destins, se sentent solidaires, échangent leurs expériences, voire sont tout à fait branchés sur la mondialisation [Valladares, 2002 ; Saglio-Yatzimirsky, 2002]. Ils proposent une autre lecture du remodelage de la ville.

Des productions scientifiques récentes [Du Plessis, 2005] relaient à leur façon les réseaux comme l'« Alliance internationale des habitants » pour souligner qu'en dépit des résolutions internationales, le déplacement et l'éviction de populations « affectées » par les grands projets d'infrastructure, les grands événements internationaux, les initiatives d'« embellissement », les forces du marché, se multiplient depuis la dernière décennie. Mais l'écart est grand entre des contestations, pourtant de plus en plus en réseau, qui questionnent la pertinence des modèles de restructuration proposés (surtout dans les villes indiennes, philippines, coréennes, latino-américaines et européennes, avec des critiques du contrôle de l'espace public) et d'autres, plus isolées (villes du bassin méditerranéen, villes chinoises) qui élaborent des argumentaires liés à des revendications de justice et de « droit à la ville » sans pouvoir interroger le modèle libéral. Les villes-frontières entre ces mondes offrent des exemples intermédiaires intéressants : on y ose la confrontation ouverte, elle peut même être politisée comme le montrent à la fois *Mona Fawaz* à Beyrouth et *Jean-François Pérouse* à Istanbul. Ce dernier relate ainsi les tenants de la bataille contre l'expulsion menée par les habitants d'un quartier au double motif du statut « contesté » du sol et de son caractère inondable. Les habitants se sont mobilisés avec l'aide de la chambre des Architectes et la mobilisation a permis d'arrêter ce qui était en réalité une « opération commerciale et immobilière ».

VILLES INTERNATIONALES ET MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

Ces villes internationales traversées par des processus de restructuration urbaine s'inscrivent évidemment dans un système économique international où ne cessent de se développer des marchés en voie de globalisation. Toutes ces villes internationales sont traversées par cette double dynamique de dispersion et de concentration à l'origine de la croissance des firmes multinationales et plus précisément de l'importance grandissante des entreprises de services très spécialisées [Sassen, 2004]. Dans ce processus, des réseaux

économiques transnationaux entre les villes viennent concurrencer, voire recouvrir les économies nationales ; plus les villes internationales se rapprochent de « villes globales » plus on observe ce phénomène. Plus le degré d'internationalisation s'élève plus les encastresments entre des économies locale, nationale et globale se renforcent ; plus il s'affaiblit plus on peut parler de désencastrement. Les villes internationales ne peuvent être pensées aujourd'hui comme dissociées de la mondialisation économique qui signifie la mondialisation de la division du travail, la réorganisation spatiale de la production et la mondialisation financière [Mercure, 2001].

Certains textes rassemblés dans cet ouvrage, notamment ceux qui traitent de Mumbai, Naples, Barcelone, Pékin et Shanghai, interrogent ces trois faces de la mondialisation économique qui mettent en évidence de nouvelles hégémonies, concurrences et rivalités entre les villes internationales. Mais, dans chaque économie de marché les normes et les institutions varient dans la démultiplication de la production et de la productivité [Sen, 1999]. Et plus largement, le processus d'internationalisation donne à voir les interrelations entre différentes mondialisations, c'est-à-dire entre les mondialisations économique, culturelle et politique. Les textes présentés ici nous invitent largement à dépasser des oppositions entre des approches universalistes et des approches culturalistes, à mettre en valeur d'une part les différentes variétés d'un capitalisme globalisé et d'autre part les effets de contextes sociétaux sur les modes de reconfiguration de ces économies plurielles dans les villes internationales. On voit ici comment, à un niveau local et global, se pluralisent des économies produites par des sociétés différenciées. Ces économies se mettent en réseau à partir de dynamiques hégémoniques ou de dynamiques de résistance visibles, par exemple, dans les circulations transnationales de populations faiblement qualifiées.

On peut alors parler de pluralisation et de multipolarisation des économies en présence dans les villes internationales. En effet aujourd'hui, avec la révolution des technologies de l'information et la restructuration des marchés du travail locaux et globaux, la flexibilité et l'instabilité du travail, des populations migrantes prennent des routes transnationales pour venir s'installer temporairement dans des villes « mineures » comme le montre très bien *Adelina Miranda* à Naples et dans des villes « majeures » comme *Joaquín Beltrán et Amelia Sáiz* nous l'expliquent autrement avec la présence asiatique à Barcelone. Et ces routes transnationales se différencient de plus en plus du fait que le travail s'individualise de plus en plus, s'accomplit dans une multiplicité de lieux pour produire une sorte de capitalisme collectif, sans visage, structuré autour d'un réseau de flux financiers [Castells, 1996] très

mobilisé dans les villes internationales. Les économies non monétaires, non marchandes, informelles, ont repris paradoxalement une importance évidente et, face à la restructuration totale d'une économie globale⁶, se multiplient « les trous noirs » de la pauvreté qui prennent des formes différentes selon les contextes sociétaux. Les processus de recomposition et de fragmentation des marchés du travail locaux et globaux s'expriment donc par la construction multiple des agencements entre les différentes modalités de mise au travail qui influent sur les formes de la mobilité et de circulation dans et entre les villes internationales.

Les marchés du travail locaux et nationaux, en se globalisant, ont alors produit tout au long de ces dernières années un brouillage des modes d'inscription économique et sociale parmi les populations vulnérables socialement et économiquement, notamment les migrants. Dans les villes internationales, et dans un contexte de segmentation complexe des marchés du travail, on assiste aussi, simultanément ou corrélativement, à des formes de spécialisation spatiale par l'activité économique, celles qui se donnent à voir et qu'il faut montrer et celles confinées dans des zones de faible légitimité, ou mondes de la « petite » production urbaine où s'enchevêtrent des activités marchandes et non marchandes produites par des populations précarisées [Rouilleau-Berger, 1999, 2003], le plus souvent des populations migrantes [Tarrus, 1992 ; Peraldi, 2002]. Se dessine alors une carte de nouveaux lieux d'ancrage économique et identitaire transversaux reliés par des lignes plus ou moins visibles le long desquelles circulent les populations migrantes dans les villes internationales [Sassen, 2002]. Ces modes d'inscription pluriels dans des espaces économiques à faible ou forte légitimité des populations soumises à l'injonction à la mobilité, à des déplacements en nombre font valoir des encastrements et des désencastrements entre des économies marchandes et non marchandes, officielles et naturelles, formelles et informelles à une échelle locale, « glocale » et globale producteurs de processus d'affiliation et de désaffiliation urbaine.

MISES À DISTANCE ET LUTTES POUR LA RECONNAISSANCE

Les villes internationales deviennent les théâtres de luttes pour la reconnaissance sociale et civique. Des luttes hégémoniques produisent des violences, des dominations, des inégalités toujours plus grandes

6. Y compris à l'avènement d'une économie post-industrielle souvent associée à une reconversion des capitaux dans la spéculation immobilière, par exemple dans les grandes villes productives asiatiques comme le montre S. Krishnan [2005] à propos de l'immense secteur des filatures de Mumbai.

entre des groupes sociaux loin les uns des autres qui se construisent dans des accès différenciés aux ressources sociales, économiques, symboliques mais aussi à des savoirs, des capacités ou des compétences comme le montre *L. Roulleau-Berger* dans son analyse des carrières de migrants à Pékin. Sachant que la relation entre ressources et capacités varie d'un contexte sociétal à l'autre, d'une ville internationale à l'autre [Sen, 1999] les populations peu qualifiées, peu dotées en capital social, tendent à développer des stratégies individuelles et collectives de résistance à des impositions et des marginalisations, affirmant par là que s'élaborent d'autres globalisations non hégémoniques, éloignées d'une globalisation capitaliste néolibérale [De Sousa Santos, 2001]. Ces stratégies se développent dans des parcours de plus en plus diversifiés où les individus essaient de maintenir leur « soi » à l'épreuve des contraintes et des dominations, qu'elles soient d'ordre économique ou politique. En effet, les villes internationales fabriquent des formes de décence et d'indécence dans ces contextes de transformation urbaine et économique. A. Margalit [1999] définit une société décente comme « une société qui combat les conditions constituant aux yeux de ses membres une raison de se sentir humiliés. Une société est décente si le fonctionnement de ses institutions ne fournit pas à ses membres de raisons valables de ressentir l'humiliation ». Parler de décence ou d'indécence impose de penser les injustices. Les expériences d'injustice urbaine se construisent dans des situations d'invisibilité sociale, ou des situations de domination et d'imposition économique ou politique, ou des situations d'humiliation institutionnelle ou dans le cumul des trois types de situations.

Dans les villes étudiées comme Marseille, Pékin ou Jérusalem des situations d'invisibilité sociale, de domination et d'imposition économique ou politique, et d'humiliation institutionnelle se cumulent de manière très nette. *Florence Bouillon* analyse les liens et différences entre squatters et populations précaires dans des grandes villes ségréguées telles que Marseille, où elle voit se développer des compétences spécifiques de la précarité mais aussi des mises à l'écart radicales. L'expression de la mise à l'écart et des violences symboliques ou réelles sont très perceptibles dans les techniques de gouvernement spécifiques des Palestiniens à Jérusalem et dans les camps de réfugiés que décrit *Sylvaine Bulle*. Sa contribution articule finement expressions de droits et rapports à l'espace dans des situations où la mondialisation de la gestion urbaine (par une foule d'ONG notamment) s'oppose visiblement à une condition citadine informalisée et « désidentifiée ».

Confrontées à des expériences d'injustice urbaine, les populations, rejetées, stigmatisées, mises à distance dans ces contextes de globalisation plurielle, vivent des lésions identitaires au cours desquelles leur

rapport positif à elles-mêmes est mis en péril, qui les conduit à réagir, se mobiliser, lutter dans certains cas et à subir, souffrir dans d'autres situations. L'expérience de l'injustice urbaine contient une grammaire du déshonneur où les individus souvent contraints de passer d'ordres de reconnaissance (celui du village, du pays de migration, du quartier avant restructuration) à un ordre nouveau (celui de la ville internationale) n'accèdent pas ou difficilement à de la reconnaissance publique ou à de la reconnaissance sociale. En même temps, des individus plutôt captifs de ces contraintes peuvent circuler dans les villes internationales, en obtenant à un endroit ce qu'ils ont perdu à un autre. Ils vont alors circuler entre des espaces d'inégale légitimité, oscillant entre mépris social et reconnaissance, entre mépris de soi et estime de soi [Rouleau-Berger, 2004]. Les villes internationales produisent des grammaires de l'honneur et du déshonneur qui vont varier selon les contextes sociétaux ; ces grammaires ne cessent de se redéfinir quand se diversifient les mondialisations économiques et culturelles et que semblent s'accroître les risques. Ces grammaires de l'honneur et du déshonneur, en se redéfinissant, peuvent générer des mouvements, émeutes, révoltes qui imposent la redistribution de reconnaissances sociales et publiques.

Par exemple dans la mise en œuvre de projets urbains et de politiques économiques ou encore de dynamiques économiques, foncières ou immobilières privées, les citoyens sont placés dans des situations de risques accrus. Ici l'internationalisation accentue et différencie les régimes de visibilité de certaines populations dans l'organisation de l'espace, notamment dans les secteurs d'habitat les moins valorisés et sur les marchés du travail. Quand certains secteurs urbains se donnent à voir et sont ainsi *liftés*, améliorés, d'autres démolis, tandis que d'autres encore sont occultés, davantage mis à l'écart, des populations sont privées d'accès au centre par des dispositifs coercitifs. Se pose alors la question de l'incorporation, de la justification et de la mobilisation dans l'action, de la revendication de ces légitimités différenciées qui participent à la redéfinition de ces nouvelles grammaires de l'honneur et du déshonneur.

Sur les marchés du travail nationaux et globaux les populations urbaines vivent dans des situations d'insécurité salariale et sociale qui prennent des formes diverses dans les différentes villes internationales. Moins elles sont dotées en ressources économiques, sociales et symboliques plus elles sont confrontées au risque de ne pas accéder à l'emploi et au logement et contraintes d'apprendre les grammaires du déshonneur en luttant pour l'imposition de nouvelles grammaires de l'honneur.

Quatorze auteurs issus des univers de la géographie, sociologie et anthropologie ont été amenés à repartir de leur connaissance intime d'une situation urbaine. Certains donnent à comprendre, dans les

métropoles ou mégapoles ultra-complexes dont ils sont de parfaits connaisseurs, ce qui fabrique aujourd'hui le caractère pluriel de l'internationalisation et comment celle-ci se redéploie dans les sphères des politiques publiques et les quotidiens de citoyens sommés de s'adapter. Une lecture transversale de ces portraits de villes internationales, que l'on pourrait utilement mettre en relation avec les conclusions de B. Lautier [2003] sur les effets de la mondialisation sur la dispersion des activités et l'éclatement social dans les villes d'Amérique latine, révèle d'emblée à quel point les politiques et rhétoriques de commandement de ces métropoles mondiales du « Nord » et du « Sud », Istanbul, Barcelone, Lisbonne, mais aussi de Mumbaï ou Pékin épousent une même famille de projets de ville et de projets économiques.

Dans une première partie, on voit que le décalage entre cette vision, les potentiels mais aussi les divisions sociales de l'espace de ces villes, entre les méta-discours et les singularités du tissu social, spatial et des contextes politiques est considérable et à l'origine de disjonctions croissantes. Entre des classes moyennes/moyennes supérieures souvent euphoriques et des segments pauvres toujours plus relégués, les contradictions entre aspirations et projections dans l'avenir sont dorénavant considérables. Ces contradictions et conflits de valeur significatifs sont canalisés par les grands projets urbains dont les auteurs analysent les ressorts et les retombées sociales.

Une deuxième partie ouvre les échanges de points de vue entre chercheurs investis dans une recherche empirique, fortement soucieuse de recueillir la parole des citoyens parfois fragilisés par les processus d'internationalisation. Les articles qui en découlent restituent et analysent entretiens approfondis et observations, en situation, d'interactions et d'actions, individuelles et collectives, de citoyens vulnérabilisés par les ajustements économiques et urbains.

Enfin dans la troisième partie, on voit comment, à partir des circulations migratoires liées aux processus de globalisation économique et culturelle, des populations se trouvent à la fois mobiles et sédentaires, captives et capables d'action, pouvant passer tantôt des frontières perméables, se trouvant à d'autres moments bloqués à d'autres frontières physiques et symboliques qui ne cessent de se redéfinir dans les villes internationales. Des villes « invisibles » naissent dans des villes « visibles » entre lesquelles s'exercent des conflits, des violences et des dominations auxquelles résistent sur des modes variés des populations en vulnérabilité. Ancrages, disjonctions et conjonctions des mondes urbains caractérisent aujourd'hui ces villes internationales mises en tension.

BIBLIOGRAPHIE

- APPADURAI A. (2001), *Après le colonialisme les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris.
- BANERJEE B. (2002), «Security of tenure in Indian cities», in A. DURAND-LASSERVE et L. ROYSTON (dir.), *Holding their Ground-Secure Land Tenure for the Urban Poor in Developing Countries*, Earthscan.
- BECK U. (2003), *La Société du risque sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, Paris (version allemande 1986).
- BECK U. (2003), *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, Paris.
- BELTRÁN J. (2002), «Asian immigrants in Spain: An overview», *Asian and Pacific Migration Journal*, 11 (4), p. 485-504.
- BERNER E. (1997), «The metropolitan dilemma: global society, localities and the struggle for urban land in Manila», in A. ÖNCÜ et P. WEYLAND, *Space, Culture and Power-new Identities in Globalizing Cities*, Zed Books, Londres et New Jersey.
- BERRY-CHIKHAOUI I. et DEBOULET A. (dir.) (2000), *Les Compétences des citoyens dans le monde arabe-penser, faire et transformer la ville*, Karthala, Paris.
- BERRY-CHIKHAOUI I. (2003), «La qualité de vie: une notion ambiguë?», *Revue de l'économie méridionale*, n° 201-202, p. 77-82.
- BURAVOY M. (2000), *Global Ethnography*, Berkeley UC Press.
- CARRIÈRE J.-P. (dir.) (2002), *Ville et projets urbains en méditerranée*, Maison des sciences de l'homme, Tours.
- CASTEL R. (2003), *L'Insécurité sociale*, Fayard, Paris.
- CASTELLS M. (1998), *La Société en réseaux*, Fayard, Paris.
- CEFAÏ D., JOSEPH I. (2002), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, L'Aube, La Tour-d'Aigues.
- CLAVAL P., SANGUIN A.-L. (1997), *Métropolisation et politique*, L'Harmattan, Paris.
- DAVIS M. (2005), «La planète bidonville: involution urbaine et prolétariat informel», *Mouvements*, n° 39-40, mai-septembre, p. 10-23.
- DEBOULET A. (2004), «Les arzuqi: identité collective, rapport au travail et représentations de soi de travailleurs occasionnels en Égypte», in B. DESTREMAU, A. DEBOULET, F. IRETON (dir.), *Dynamiques de la pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Karthala, Paris, p. 287-311.
- DEBOULET A., FAWAZ M. (2004), «Entre reconstruction et dé-construction, la négociation locale des projets autoroutiers à Beyrouth», *Urbanisme*, mai-juin.
- DE SOUSA SANTOS B. (2001), «La globalisation contre-hégémonique et la réinvention de l'émancipation sociale», in D. MERCURE, *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Presses de l'université de Laval/De Boeck Université, coll. «Ouvertures sociologiques».
- DU PLESSIS J. (2005), «The growing problem of forced evictions and the crucial importance of community-based, locally appropriate alternatives», *Environment and Urbanization*, vol. 17, n° 1, Londres.
- FAWAZ M. (2004), *Strategizing for Housing: an Investigation of the Production and Regulation of Low-income Housing in the Suburbs of Beirut*, Ph'd, MIT, États-Unis.
- GARCÍA SÁNCHEZ P. J. (2002), «Conflits d'urbanité et gestion du domaine public. Les épreuves du civique à Caracas», in D. CEFÁÏ, I. JOSEPH (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, L'Aube, La Tour-d'Aigues, p. 265-283.

- GUGLER J. (dir.) (2004), *World Cities beyond the West-globalization, Development and Inequality*, Cambridge University Press, Cambridge.
- HACHE A. (2005), « Barcelone, projets urbains globaux et revendications territoriales », *Socioanthropologie*, n° spécial, *Ville Monde*, n° 16, 1^{er} semestre, p. 35-50.
- HARDERS C. (2004), « Représentations de la pauvreté au Caire. La perspective du vécu quotidien », in B. DESTREMAU, A. DEBOULET, F. IRETON (dir.), *Dynamiques de la pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Karthala, Paris, p. 313-328.
- HEUZÉ D.G. (2003), « Logement des pauvres, médiation politique et contrôle urbain à Mumbâi », *Autrepart*, IRD.
- JUREIDINI R. (2003), « L'échec de la protection de l'État : les domestiques étrangers au Liban », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n° 3.
- KING A. (1996), *Representing the City*, Mac Millan, Londres.
- KHRISHNAN S. (2005), « Les espaces de Mumbâi à l'ère post-industrielle », *Mouvements*, n° 39-40, mai-septembre, p. 10-23.
- LAUTIER B. (2003), « Le léopard et la panthère écossaise. Mondialisation, éclatement spatial et fractionnement social dans les métropoles latino-américaines », in C. GOLDBLUM, A. OSMONT (dir.), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Karthala, Paris, p. 52-89.
- LECLERC-OLIVE M. (2002), « Territorialités de migrants », *L'homme et la société*, n° 143-144, in M. BESSIN, L. ROULLEAU-BERGER (dir.), *Compétences pour résister*, janvier-juin, p. 105-124.
- LUSSAULT M. (1996), *Tours : images de la ville et politique urbaine*, Maison des sciences de la ville, Tours.
- MARGALIT A. (1999), *La Société décente*, Climats, Paris.
- MERCURE D. (2001), « Une société-monde ? » in D. MERCURE (dir.), *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Presses de l'université de Laval/De Boeck Université, coll. « Ouvertures sociologiques ».
- MIRANDA A. (2002), « Les Chinois dans la région de Naples. Altérités et identités dans une économie locale en mutation », in M. PERALDI (dir.), *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- ÖNCÜ A., WEYLAND P. (1997), *Space, Culture and Power-new Identities in Globalizing Cities*, Zed Books, Londres et New Jersey.
- GOLDBLUM C., OSMONT A. (dir.) (2003), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Karthala, Paris.
- PEDRAZZINI Y. (2001), « Le barrio, la rue, les gangs, une critique de la sociologie urbaine », in M. BASSAND, V. KAUFMANN, D. JOYE (dir.), *Les Enjeux de la sociologie urbaine*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.
- PERALDI M. (dir.) (2002), *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- PÉROUSE J.-F., ASLAN M. (2003), « Istanbul : le comptoir, le hub et l'impasse : fonctions dans le système migratoire international », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n° 3, W. BERTHOMIÈRE, M. KAMEL DORAÏ, S. DE TAPIA (coord.), *Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour migratoire*.
- PROVANSAL D. (2004), « Mondialisation, développement local et identités », *Anthropologie et espace. Champ, méthodes et pratiques*, Barcelone.
- PORTES A. (1995), « Introduction », in A. PORTES (dir.), *The Economic Sociology of Immigration*, Russell Sage foundation, New York.

- ROSEMBERG M. (2000), *Le Marketing urbain en question : production d'espace et de discours dans quatre projets de ville*, Anthropos, Paris.
- ROULLEAU-BERGER L. (2005), «Espaces intermédiaires, économies urbaines et lutte pour la reconnaissance», in G. CAPRON, G. CORTES, H. GUÉTAT (dir.), *Liens et lieux de la mobilité*, Belin, Paris.
- ROULLEAU-BERGER L. (2004), «Voir, "savoir-être avec", rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance», *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CXVII, juillet-décembre.
- ROULLEAU-BERGER L. (dir.) (2003), *Youth and Work in the Post-Industrial City of North America and Europe*, Brill Academic Publishers, Leiden, Boston, réédition en 2004.
- ROULLEAU-BERGER L. (1999), *Le Travail en friche. Les mondes de la petite production urbaine*, L'Aube, La Tour-d'Aigues.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY M.-C. (2002), *Intouchable Bombay. Le bidonville des travailleurs du cuir*, CNRS Éditions, Paris.
- SASSEN S. (2001), «Ancrages transversaux : les jeunes et le monde du travail», in L. ROULLEAU-BERGER, M. GAUTHIER (dir.), *Les Jeunes et l'emploi dans les villes d'Amérique du Nord et d'Europe*, L'Aube, La Tour-d'Aigues.
- SASSEN S. (1998), *Globalization and its Discontents*, The New Press, New York.
- SASSEN S. (1996), *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo, Paris*, Descartes et Cie, Paris.
- SEN A. (2003), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris.
- SMITH N. (2003), «La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la "régénération" urbaine comme stratégie urbaine globale», in C. BIDOU-ZACHARIASEN (dir.), *Retours en ville*, Descartes et Cie, Paris, p. 45-72.
- SMITH M.P. (2001), «The global cities discourse: a return to the master narrative», *Transnational Urbanism*, Blackwell, Malden, MA.
- SMITH M.P. (2001), «Re-presenting the local», *Transnational Urbanism*, Blackwell, Malden, MA.
- SOUAMI T. (2003), «Mondialisation et cultures urbanistiques», in A. OSMONT, C. GOLDBLUM (dir.), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Karthala, Paris.
- TARRIUS A. (1992), *Les Fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, L'Harmattan, Paris.
- TOMAS F. (1996), «Projets urbains et projet de ville. La nouvelle culture urbaine a vingt ans», *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 68-69, p. 134-143.
- UN-HABITAT (2004), *The State of the World's Cities-Globalization and Urban Culture, 2004-2005*, Earthscan.
- VALLADARES L. (2002), «Favelas, mondialisation et fragmentation», in F. NAVEZ-BOUCHANINE, *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris, p. 209-220.
- VELTZ P. (1996), *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, PUF, Paris.
- VIGNAL L. (2004), «Une métropole des marges de la mondialisation. L'exemple du Caire», *Esprit*, mars-avril, p. 164-174.
- WALDINGER R. (1997), *Social Capital or Social Closure? Immigrants Networks in the Labor Market*, UCLA, Los Angeles.